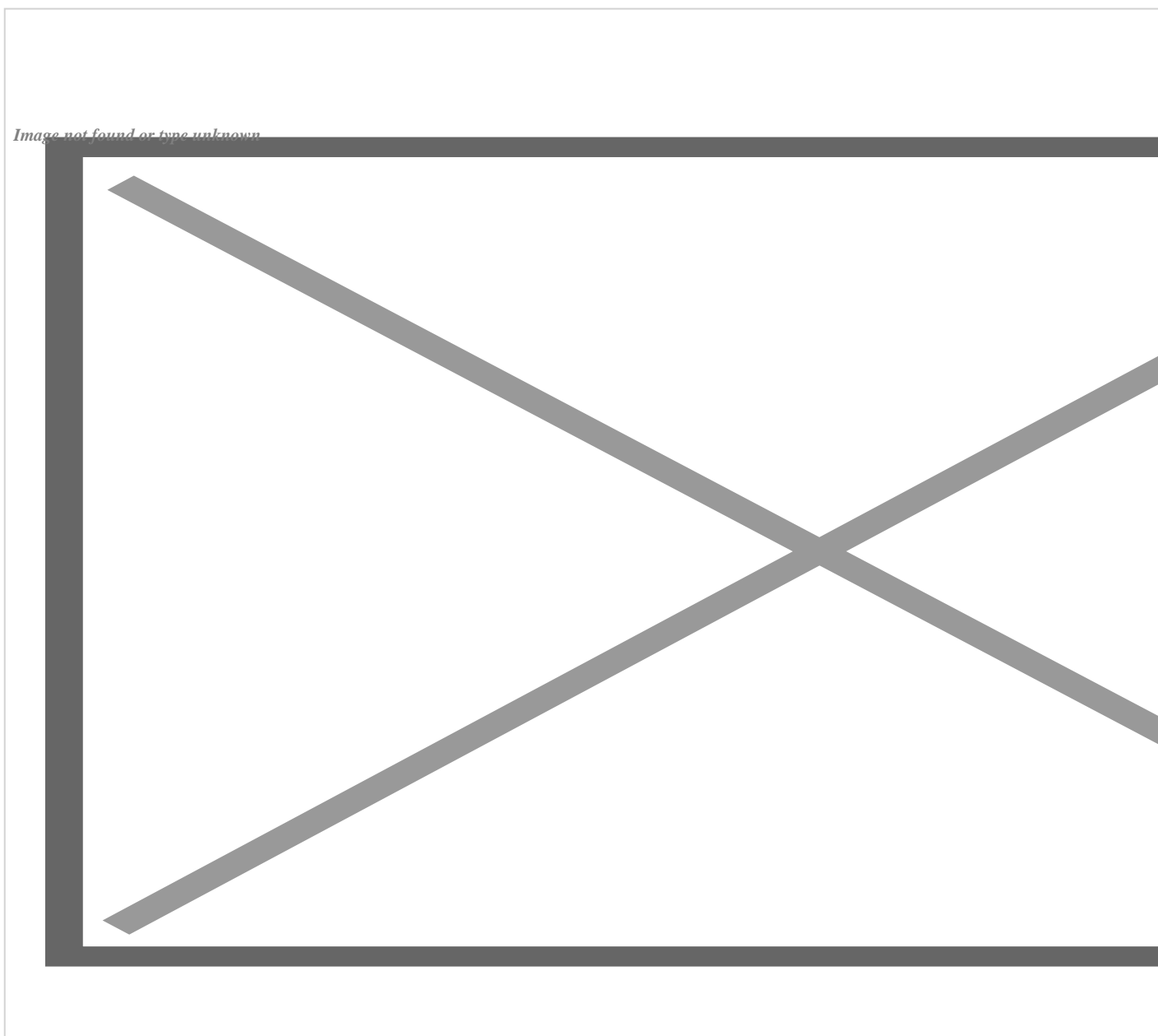


# *La poutre dans l'oeil*

---



Par Guillermo Alvarado

Le bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme a établi que 46 personnes sont mortes lors des journées de protestations de cette année en Colombie, dont au moins 28 sous la responsabilité directe des forces de sécurité.

Il s'agit de chiffres bien plus élevés que ceux acceptés par le gouvernement du président Iván Duque et confirment les allégations réitérées des organisations sociales et humanitaires, ainsi que des familles des victimes.

Comme on s'en souvient, en avril dernier il y a eu une grève nationale pour rejeter une réforme fiscale visant à augmenter les impôts aux classes moyennes et basses de la société, tandis qu'elle les allégeait pour les grandes entreprises et les secteurs riches.

Les protestations ont eu lieu presque partout dans le pays, mais dans certaines villes comme Bogota, la capitale, et Cali, elles ont été violemment réprimées par l'Escadron Mobile anti-émeute, ESMAD, une force élite de la police qui a même utilisé des armes à feu contre les manifestants.

L'exécutif a toujours essayé de dissimuler ces graves violations des droits de l'homme, mais les évidences sont irréfutables.

Selon Juliette Rivero, représentante du Haut-Commissaire, il existe des raisons fondées pour affirmer qu'il y a eu un usage inutile et disproportionné de la force contre la population.

Il existe également 10 autres cas de décès attribués à des groupes « non-étatiques », c'est-à-dire des paramilitaires, qui ont attaqué les manifestants avec des armes à feu, avec l'impunité des autorités.

Le bureau a conclu que les victimes mortelles de ces événements étaient des jeunes âgés de 17 à 26 ans et que la majorité d'entre eux vivaient dans des quartiers pauvres ou étaient d'origine paysanne, afro-descendante, indigène et déplacés par la violence dans les zones rurales.

Des viols et des agressions sexuelles dont 16 commises par des membres de la police ont été également rapportés.

Le gouvernement a abrogé la réforme fiscale, mais les manifestations ont continué pour exiger de meilleures conditions de vie et des opportunités d'étude ou de travail.

Il reste à voir quelle sera la réaction du président Iván Duque, qui, durant sa gestion n'a fait qu'accuser le Venezuela voisin de violer les droits de l'homme de sa population, sans jamais présenter des évidences concrètes de ses allégations.

Il a maintenant une poutre dans son propre œil et il faudra voir s'il appliquera dans son pays les recettes qu'il recommande si effrontément aux autres.

---

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/280303-la-poutre-dans-loeil>



**Radio Habana Cuba**